

Deux semaines après la grande manifestation républicaine de soutien à la République, les mesures annoncées dans l'urgence ont été nombreuses, notamment dans le domaine sécuritaire. Faut-il être confiant dans leur mise en œuvre ?

Des autorités responsables face à la menace

Reconnaissons que la gauche au pouvoir a pris ses responsabilités face à l'insécurité, au délitement social, au malaise de la population dans son ensemble, à l'insécurité et au sentiment du pouvoir donné aux minorités. Les sondages sont au rendez-vous et l'exécutif en avait bien besoin. Il ne pouvait pas être plus bas. Que demandent d'abord les Français et qu'ont-ils demandé le 11 janvier 2015 (Cf. [Mon billet du 11 janvier 2015](#)) ? De l'autorité et l'action dans le temps, non du dogmatisme ou de la normalité.

Cependant, nous avons échappé à la grande cérémonie d'hommage dans la cour des Invalides aux victimes des djihadistes. Je ne crois pas que les journalistes de Charlie Hebdo auraient été à leur place et heureusement que leurs familles s'y sont opposées. Regardez les conditions des funérailles au moins de l'un d'entre d'eux, Charb (Cf. [L'internaute](#)). Oui à la liberté d'expression, mais je ne peux pas être fier de ceux l'ont incarnée après leur assassinat.

Une laïcité affirmée mais désormais face à ses contradictions

Le respect mutuel doit exister et être enseigné. La liberté d'expression tout à fait louable ne peut cautionner toutes les dérives provocatrices qui, par certains aspects, paraissent bien être l'expression de frustrations personnelles et de mal être personnel. Caricaturer ceux qui croient était aisé et en particulier les catholiques.

Le fait de croire notamment en France, d'aller aux offices religieux et le dire fait bien souvent l'objet d'airs condescendants. Je le dis d'autant plus facilement que je ne suis pas croyant. Attitude essentiellement dirigée envers les chrétiens, elle est le résultat d'une laïcité anti-chrétienne, anticléricale qui a dominé la société française depuis plus d'un siècle et non dans l'esprit du « vivre ensemble » tellement à la mode aujourd'hui. La laïcité à la française en paie aujourd'hui le prix.

Ce qui a changé aujourd'hui est la prise de conscience de l'éveil religieux d'une religion, l'islam, qui n'appartient pas à la civilisation occidentale et qui, malgré tous les propos entendus, n'est pas une religion d'amour à la différence des religions notamment chrétiennes. La violence, et elle l'exprime, est ancrée en elle. Peut-on comparer Mahomet à Jésus dans leur cheminement religieux respectif ? Peut-on comparer les Evangiles (et non la Bible) au Coran qui n'évoque pas uniquement l'amour de l'Autre ? J'invite à lire cet article paru dans le Monde le 20 janvier 2015 (Cf. [Le Coran est à repenser](#)).

Sans clergé formé et instruit, avec la règle d'apprendre par cœur en arabe un texte plus que millénaire, comment voulez-vous que les incultes et les faibles d'esprit n'agissent pas à contresens de la religion ? Quant aux jeunes générations, ne doit-on pas s'inquiéter d'entendre qu'il faudra former à la laïcité 1000 enseignants à la laïcité ? Cela n'était donc pas fait ?

Instruire et éduquer la jeunesse au service de la République

Nous pourrions en effet évoquer les programmes enseignés qui ont déjà fait débat. Benjamin Stora, dont l'on connaît le parcours notamment à l'extrême-gauche (tendance à la mode actuellement), président depuis août 2014 du conseil d'orientation du Musée de l'histoire de l'immigration, a déclaré dans une interview (Cf. Le Monde du 20 janvier 2015) qu'il fallait « *préserver les principes républicains tout en s'adressant aux minorités* » mais laisse entendre qu'il faudrait plus enseigner l'histoire du Maghreb... Je pense que bien connaître l'histoire de France dès lors que l'on est instruit dans le système éducatif français est la première obligation de la citoyenneté. La perte des repères dans le pays où l'on vit et dont on a la nationalité est le terreau de l'islamisme radical. L'histoire nationale peut redonner ces repères.

Quant à l'éducation, elle doit être assurée par l'Etat et par les parents, problème bien connu. L'Etat, et c'est son rôle, a les moyens d'inciter les parents à se conduire comme il faut. Les fonctionnaires, expression de l'autorité de l'Etat et pas seulement de la sécurité de l'emploi, doivent insuffler cette conscience républicaine et construire cette identité nationale, réclamée aujourd'hui conspuée hier.

Le service civique peut aussi y contribuer. Il faudra cependant ne pas oublier qu'il y a service civique et service militaire, qui n'est pas un service national - des politiques ne font toujours pas la différence -. Je pense que les deux sont complémentaires. Il ne faut cependant pas ignorer le service des armes qui exprime un nécessaire esprit de défense dont je vois mal l'expression dans le service civique. Qui peut croire que le service civique préparera à la défense de la République ? Encourageons le volontariat dans ces deux domaines mais ne nous laissons pas abuser par la faisabilité d'un service civique universel d'ici 2017 pour 800 000 jeunes d'une classe d'âge.

Une défense forte est aussi une nécessité au XXIe siècle

Depuis des années, la réduction des forces militaires en Europe et en France est dénoncée. En France, la sanctuarisation du budget de la défense, malgré les annonces répétées, n'est pas acquise. Cependant, le chef des armées, et c'est heureux, a annoncé le 14 janvier, sa décision de « *revenir sur le rythme de réduction des effectifs* » militaires. Le maintien de milliers d'hommes aura un coût supplémentaire mais est-il si important que cela ?

En 2011, derniers chiffres officiels connus, la solde nette moyenne annuelle d'un militaire (hors gendarmerie) était de 30 476 €, soit une solde mensuelle moyenne nette de 2 540 €. La solde annuelle nette moyenne des militaires du rang s'établit à 21 945 €, soit 1 494€ (Rapport de la Cour des Comptes sur les rémunérations des militaires, 2013).

Au coût moyen du soldat, cela représente un surcoût de 45 millions d'euros, beaucoup moins qu'une grève à la SNCF de quinze jours ou d'autres mesures sociales. Et nous avons besoin de soldats ! L'intérêt est en outre non seulement de propager l'esprit de défense mais aussi y compris parmi des engagés, de former des jeunes au service de la République.

Pour conclure, les annonces politiques ont eu lieu. Leur mise en oeuvre prendra du temps notamment en raison des blocages connus de notre société. Cependant, chacun a pris

conscience de cette longue guerre engagée contre l'obscurantisme religieux. Espérons en un sursaut républicain durable.